



Enjeux mondiaux et droits des femmes : un backlash international pour le développement durable

Par Déborah Rouach, Co-fondatrice et directrice du département recherche, Institut du Genre en Géopolitique

« 300 ans. Il s'agit de l'estimation d'ONU Femmes France en 2023 concernant le nombre d'années encore nécessaires pour atteindre l'égalité femmes-hommes dans le monde¹. Il faudra donc encore travailler trois siècles pour atteindre l'Objectif de développement durable 5 (ODD 5) alors même que les États, le secteur privé et les ONG se sont engagés à rendre nos sociétés égalitaires d'ici 2030. À notre rythme actuel, seulement 12% des ODD seront atteints d'ici 2030, alors qu'une étude menée par Equal Measures 2030 a démontré que 73% des cibles des ODD dépendent directement ou de manière significative de l'égalité des genres².

Aucun pays ne constitue donc un lieu sûr pour les femmes et leurs droits. En 2022, le rapport annuel du Forum économique mondial estimait à 135 ans la réalisation de l'égalité femmes-hommes dans le monde. Mais alors comment expliquer ce recul ?

Il est en partie dû à la pandémie de Covid-19 qui a affecté durablement les droits des femmes dans le monde en matière de sécurité face aux violences sexuelles fondées sur le genre, d'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive, à l'école, à un travail rémunéré... Alors que les femmes ont été particulièrement vulnérables aux conséquences de la pandémie, les États les ont abandonné, quand ils n'ont pas utilisé les périodes de confinement pour bafouer leurs droits.

De par le monde, les femmes et les filles souffrent d'un continuum de violences et d'inégalités systémiques, une situation exacerbée pour les 614 millions de femmes et filles qui vivent dans une zone affectée par les conflits en 2022, soit 50% de plus qu'en 2017 d'après le dernier rapport « Gender Snapshot » d'ONU Femmes sur les progrès pour atteindre les Objectifs du développement durable³. D'après le même rapport, 1 fille sur 5 est mariée de force avant ses 18 ans et 129 millions de filles et de jeunes femmes sont déscolarisées. Il existe bien d'autres chiffres encore qui attestent de l'urgence absolue d'agir en faveur des droits des femmes et par conséquent du développement durable.

À cela s'ajoute le « backlash » mondial à l'œuvre contre les droits des femmes, soit un retour de bâton en français, alimenté par les gouvernements conservateurs d'extrême droite, les organisations religieuses et les mouvements anti-droits et anti-choix. Il traduit un refus de toute avancée favorable aux droits des femmes en réaction à l'ère post-MeToo où une libération de la parole des femmes s'est opérée pour mettre fin à l'impunité des violences sexistes et sexuelles et dénoncer la culture du viol de nos sociétés. Ceux qui opèrent contre l'égalité des genres, en majorité des hommes,

¹ ONU Femmes France. <https://www.onufemmes.fr/300-ans-avant-egalite-femmes-hommes>

² O, D., Holder A., (Septembre 2023). « Gender equality progress under threat at mid-point of sustainable development goals ». World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/2023/09/gender-equality-progress-sustainable-development-goals>

³ UN Women (2023), « Progress on The Sustainable Development Goals. The Gender Snapshot ». UN Women. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-09/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023-two-page-spreads-en.pdf>

souhaitent revenir à un modèle de société où la femme est cantonnée à son rôle d'épouse et de mère, et resterait subordonnée aux hommes. Cette idéologie est portée par les masculinistes qui refusent de voir le patriarcat reculer et veulent maintenir leur domination sur les autres, les femmes, les personnes LGBTI+ et les hommes qui ne correspondraient pas aux critères de masculinité virile et misogyne. Des gouvernements se revendiquent ouvertement masculinistes comme c'est le cas du président Sud-Coréen Yoon Suk-Yeol dont l'électorat est majoritairement constitué d'anti-féministes.

Ce recul est palpable dans les mentalités, la dernière étude menée par le PNUD concernant les normes sociales de genre auprès de 80 pays constituant 85% de la population mondiale en témoigne⁴. Seulement 27% des personnes interrogées estiment qu'il est essentiel que les femmes aient les mêmes droits que les hommes pour la démocratie, 49 % considèrent que les hommes font de meilleurs dirigeants politiques que les femmes et 46% que les hommes ont plus le droit à un travail que les femmes⁵.

Dans certains pays, cette vision genrée binaire et misogyne de la société se concrétise de manière violente contre les femmes. En 2022, la Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt fédéral Roe vs Wade qui autorisait l'avortement sur l'ensemble du territoire. Depuis, ce sont la moitié des États qui ont décidé de l'interdire, ce qui place des millions de femmes et filles dans une situation où elles ne sont pas libres de disposer librement de leur corps.

En Afghanistan, la situation est des plus critique. L'existence même des femmes est mise en danger. L'espace public leur est interdit si elles ne sont pas accompagnées par un homme, elles sont privées d'enseignement secondaire et supérieur et sont forcées à une dépendance totale envers les hommes de leur entourage. Considérées comme des citoyennes de seconde zone sous le régime des Talibans, les Afghanes continuent pourtant de lutter en manifestant dans les rues. Les dernières datent de juillet 2023 pour dénoncer la fermeture des centres de beauté, majoritairement tenus par des femmes, qui constituaient leur dernier espace de liberté en dehors de leur foyer et une source de revenus.

Depuis deux ans, Haïti est en proie à une explosion de violences en raison de la guerre des gangs. Les violences sexuelles sont employées pour terroriser la population et les femmes et les filles sont les premières victimes de ce déchainement de brutalités, elles sont kidnappées et des viols collectifs sont pratiqués.

En Iran suite à la mort de Mahsa Amini causée par la police des mœurs pour un voile mal porté, le pays a été marqué par une vague de manifestations pour revendiquer les droits des femmes et dénoncer la politique d'apartheid de genre, les violences sexistes et sexuelles contre les femmes et réclamer l'égalité entre les femmes et les hommes. Véritable révolution féministe, la population dans son ensemble rejette désormais le régime politique fondé sur la répression pour se maintenir au pouvoir.

Les droits des femmes ont donc un rôle clé dans les grands enjeux mondiaux, qui sont empreints de stéréotypes et de discriminations fondés sur le genre. Les conséquences sur les droits des femmes sont réelles.

⁴ UNPD. (2023). « Breaking Down Gender Biases. Shifting social norms towards gender equality ». UNPD. <https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdp-document/gsni202303pdf.pdf>

⁵ UNPD. (2023). « Breaking Down Gender Biases. Shifting social norms towards gender equality ». UNPD. <https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdp-document/gsni202303pdf.pdf>

Par exemple, face aux changements climatiques, nous ne sommes pas uniquement confrontés à une dégradation de l'environnement mais aussi à une hausse des violences basées sur le genre et des inégalités envers les femmes et les filles. C'est le cas notamment en Indonésie⁶ et au Pakistan⁷, pays touchés par de sévères inondations, parce que les femmes ont des revenus faibles qui dépendent souvent de l'agriculture affectée par les changements climatiques. En outre, elles ne sont pas incluses aux prises de décisions, n'ont pas le même accès à l'information notamment sur les risques encourus face aux catastrophes naturelles et sont responsables des enfants et des personnes âgées ce qui réduit leur mobilité. En situation de post catastrophes naturelles, elles subissent des violences sexuelles lors de leur déplacement et dans les camps d'urgence, leur santé est mise en danger en raison de la précarité sanitaire qui les affecte particulièrement et les filles sont déscolarisées et mariées avant d'être majeures. Pour ces raisons, il est nécessaire d'avoir des stratégies de réponse aux changements climatiques sensibles au genre.

Les changements climatiques vont avoir une incidence majeure sur le déplacement de population, il est estimé que plus de 260 millions de personnes seront réfugiées climatiques en 2030 et jusqu'à 1,2 milliards en 2050 d'après Oxfam⁸. Les conditions de vie des femmes et des filles lors de leur parcours migratoire et de leur vie dans des camps de refuge ou d'urgence rendent impérative l'adoption d'une approche sensible au genre. Il en va de même pour les femmes et les filles qui vivent dans des zones en conflit et sont confrontées à une pauvreté extrême, à l'insécurité alimentaire et hydrique et à un risque élevé de violence sexuelles et conjugales.

Il a été prouvé que la participation des femmes dans les négociations d'accords de paix permet une plus grande durabilité et une meilleure mise en œuvre. Adopter une approche qui prend en compte les conséquences des conflits armés sur les femmes et les filles et qui garantit leur protection et leur pleine participation au processus de paix contribue au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales durables et inclusives. Pourquoi ? Parce qu'inclure les femmes et leurs perspectives, c'est assurer que les questions d'égalité femmes-hommes et une plus grande diversité de priorités soient considérées pour la construction d'une démocratie qui garantit les droits humains et le développement de l'ensemble de la société.

Enfin, le numérique est devenu omniprésent dans nos sociétés, il participe pleinement à la production de discriminations et de stéréotypes de genre, et de ce fait au continuum de violences envers les femmes. Une étude menée par The Economist en 2020 expose qu'en Europe 74 % des femmes ont déjà été victimes de violences en ligne⁹. Cela démontre l'urgence de la régulation des réseaux sociaux et des plateformes en ligne pour protéger les femmes, les filles, et les jeunes générations qui n'ont pas les codes pour reconnaître la désinformation genrée et les propos masculinistes.

En résumé, pour s'assurer un avenir où nos sociétés sont égalitaires, démocratiques, respectueuses des droits humains, justes et durables, les droits des femmes doivent être considérées comme une priorité et une condition. Cela démontre l'importance d'avoir une vision sensible aux

⁶ E., Roquel. (Novembre 2022). « Indonésie : la montée des eaux, synonyme d'une hausse des inégalités de genre ». Institut du Genre en Géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=9522>.

⁷ E., Roquel. (Novembre 2022). « Face aux crises climatiques, des violences exponentielles fondées sur le genre au Pakistan ». Institut du Genre en Géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=9783>

⁸ Oxfam France. (Septembre 2022). « Vers une augmentation croissante du nombre de « réfugiés climatiques ». Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/migrations/vers-une-augmentation-croissante-du-nombre-de-refugies-climatiques/>

⁹ The Economist. (2020). « Measuring the prevalence of online violence against women ». The Economist. <https://onlineviolencewomen.eiu.com>

problématiques de genre pour faire face aux crises mondiales afin de préserver les droits humains et maintenir le développement humain. »